

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Lord Simon (*séance du lundi 11 octobre 2004*)

Pierre Tabatoni : Vous avez souligné que la position britannique actuelle est le reflet d'un manque de leadership des élites. En fait, celui-ci n'est pas propre à l'Angleterre, mais se manifeste à l'échelle européenne. Il n'empêche que lorsque la Grande Bretagne prend parti sur l'Europe, elle le fait toujours en des termes très forts.

En résumant, on peut dire que votre pays tient, premièrement, à préserver la manière de vivre libre et la démocratie politique anglaises ; deuxièmement, un système libéral ; troisièmement, un système atlantique ; quatrièmement, à préserver l'Europe d'une régence franco-allemande ; cinquièmement, à préserver l'Europe d'une tendance à la standardisation, alors que son hétérogénéité s'accroît.

Ces positions fortes sont généralement complétées par des propos vigoureux de son gouvernement. Sur le projet de monnaie unique, le Premier ministre britannique a déclaré que l'idée d'avoir une monnaie unique avait «toute la grâce d'une danse de la pluie et à peu près la même impuissance »...

J'ai donc l'espoir que les propositions simples et claires que vous faites puissent l'emporter sur ces positions très tranchées qui influencent l'opinion. En effet, si celles-ci devaient continuer à prévaloir, ce sont quarante ans d'efforts européens qui seraient ruinés, pendant lesquelles l'Europe n'a cessé de se chercher elle-même pour se comprendre et s'organiser. L'Europe «à la carte» est-elle vraiment le seul espoir des Européens ?

*
* *

Jean-Claude Casanova : Permettez-moi de vous poser trois questions :

Premièrement, si Tony Blair perd les élections législatives et donc, si les conservateurs les gagnent, quelle sera leur attitude sur le traité constitutionnel ? Demanderont-ils une révision ?

Deuxièmement, vous nous avez dit : « Personnellement, je souhaite une intégration forte et une extension forte. », et vous avez ajouté que vos compatriotes préféraient en revanche une intégration faible et une extension forte. La position de vos compatriotes n'a-t-elle pas une très grande cohérence politique ? En effet, en logique comme en politique, quand l'extension croît, l'intensité décroît.

Troisièmement, j'ai toujours été frappé par la très grande acuité du regard britannique qui distingue sans aucune difficulté un Anglais d'un Ecossais, un Ecossais d'un Gallois et même, récemment, d'un Irlandais. Or cette parfaite acuité sur le terrain s'accompagne de l'incapacité, comme en témoigne la presse, à distinguer un Scandinave d'un Calabrais du Sud ou un Allemand d'un Turc. Ce phénomène est peut-être simplement dû à de la myopie et, dans ce cas, le port de lunettes est nécessaire. Mais une telle interprétation est désobligeante. Ne peut-on pas alors considérer qu'il s'agit plutôt d'une vision politique profonde ? Les Britanniques sont en effet pour un contenu européen comprenant les douanes, la concurrence, la monnaie et l'écologie. Mais ce n'est pas la politique qui, elle, comprend la politique étrangère, la défense et l'impôt. Si on ne touche à aucun de ces domaines, on crée une zone économique ou une zone juridique, mais on ne fait pas de politique. Est-ce que les Britanniques pourraient accepter que l'on aille à terme jusqu'à

la politique, c'est-à-dire à une politique étrangère, à une défense et à une politique fiscale décidées à la majorité et soumises à un parlement ?

*
* *

Jacques de Larosière : Contrairement à ce que l'on dit, je crois que l'influence britannique sur l'Europe a été déterminante depuis les vingt dernières années. L'Europe est aujourd'hui caractérisée par la dérégulation, par la libéralisation, par l'ouverture au commerce mondial. Or c'est cette Europe là que la Grande Bretagne a contribué à créer. Le modèle continental ou rhénan a en effet peu à peu glissé vers le modèle globaliste et transatlantique. Le paradoxe, à mon sens, est que la Grande Bretagne manifeste une certaine opposition à une plus grande intégration de ce qui est en partie son œuvre. Comment l'expliquez-vous ?

*
* *

Alain Plantey : En Grande Bretagne, est-il admis de mettre en discussion le statut de la Reine ou du pouvoir suprême du Parlement ? Je ne le crois pas. Dans différents pays, il existe des notions absolues qui ne sont pas compatibles avec l'évolution actuelle des institutions européennes, tel le droit de vote au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il me semble également que l'idée de l'Alliance atlantique domine la politique anglaise. Or, elle n'est pas compatible avec certains concepts européens que nous avons pensé mettre en valeur, tel celui de la force de frappe française.

*
* *

Bertrand Collomb : L'un de mes collègues, chef d'entreprise britannique, me demandait il y a deux ans pourquoi les chefs d'entreprise français étaient tellement attachés à l'Europe. J'essayais de lui dire que la petite France face au monde n'ayant plus beaucoup de poids, l'Europe paraissait être un bon levier pour continuer à peser sur le destin du monde. Manifestement, mon interlocuteur n'arrivait pas à comprendre cette idée bizarre. Moi, inversement, je ne suis pas parvenu à comprendre si son manque d'intérêt tenait au fait qu'il considérait que la Grande Bretagne avait la capacité d'agir seule ou si, simplement, l'idée d'avoir une influence sur le monde lui semblait incongrue. Pourriez-vous m'éclairer sur ce point ?

L'affaire irakienne a montré qu'il y avait beaucoup plus de convergence des opinions publiques européennes qu'on ne l'imaginait. Même en Angleterre, il est apparu que l'opinion publique était très proche des opinions publiques continentales. Cela est-il susceptible de faire évoluer la position anglaise vis-à-vis de l'Europe ?

*
* *

Edouard Bonnefous : Ne croyez-vous pas que les divisions actuelles de l'opinion en Grande Bretagne sont en partie responsables du manque de popularité de l'Europe ? Je suis pour ma part persuadé qu'une grande voix, comme celle que fut Churchill, pourrait convaincre l'opinion britannique que l'Europe est nécessaire. Mais cette grande voix existe-t-elle ?

*
* *

Emmanuel Le Roy Ladurie : L'Angleterre a été absente de toutes les grandes décisions positives européennes : charbon-acier, CED, Marché commun, euro. On a l'impression qu'à chaque fois, l'Angleterre prend le train en marche et qu'elle tire le signal d'alarme pour arrêter le train. Qu'en est-il réellement ?

*
* *

Charles Hargrove : J'ai en commun avec Lord Simon d'être un Anglais partisan de l'Europe, et ce, pour des raisons historiques qui remontent au contexte des années d'après guerre. Quand Jean Monnet discutait de la création d'un marché commun et que les Anglais traînaient les pieds, il disait : «Les Anglais entreront dans le CECA quand ils verront que ça marche. » Il avait parfaitement raison comme le montrent les progrès accomplis par la politique anglaise vis-à-vis de l'Europe depuis le traité de Messine.

Edward Heath m'a dit une fois que la discussion sur la souveraineté était absurde puisque la souveraineté avait commencé à être abandonnée dès les années soixante par la création de l'OTAN. C'est sans doute la prise en compte de ces réalités qui a amené Margaret Thatcher à souscrire au traité de Maastricht.

Au cours des décennies récentes, l'Angleterre a beaucoup évolué, au point que les deux derniers Premiers ministres anglais ont exprimé leur souhait de «mettre l'Angleterre au cœur de l'Europe ». Les Britanniques n'ont sans doute pas besoin d'être convaincus qu'ils sont Européens. Il m'apparaît de plus en plus erroné de souligner les différences entre l'Angleterre et le continent.

Il est en revanche exact que l'Angleterre, mais aussi l'Europe en général, souffrent d'un manque de leadership. Peut-être faudrait-il trouver les moyens de susciter davantage de courage de la part des hommes politiques, britanniques et autres, afin qu'ils expliquent clairement à leurs opinions publiques que l'Angleterre fait véritablement partie de l'Europe.

*
* *

Réponses :

J'ai essayé d'expliquer la complexité de base du comportement britannique par rapport à l'Europe. L'esprit non-conformiste des insulaires, leur tendance à se battre pour la liberté en se fiant à leur seul Parlement et à refuser, d'une part des règles fixes dans une constitution, d'autre part tout centralisme administratif, font que, face à une construction théorique construite comme l'est l'Europe, ils attendent pragmatiquement de voir si ça marche. C'est pour cela que les Anglais semblent toujours en retard dans la construction européenne. Si l'on ne comprend pas leur non-conformisme fondamental, on ne peut les comprendre.

A Pierre Tabatoni : Merci d'avoir éclairci mes conclusions par les sept points que vous avez énumérés. Mais il me faut répéter à propos de l'image de « la danse de pluie » que vous avez citée ce que j'ai déjà dit : les Britanniques dansent d'un pied dans leur île et de l'autre sur le continent. Jamais, ils n'auront les deux pieds sur le continent car ils ne sauraient renoncer à ce qu'ils sont. Mais ils ne sont pas non plus viscéralement contre l'Europe. Si celle-ci réussit, ils l'admettront sans doute.

A propos du leadership, j'exprimerai mon admiration pour les hommes politiques. Pour avoir essayé d'en être un, je sais quel poids pèse sur leurs épaules. Je dirai simplement que l'on a les hommes politiques que l'on mérite. La critique est facile, mais l'art est difficile.

A Jean-Claude Casanova : A mon avis, les conservateurs organiseront certainement un référendum s'ils gagnent les élections car cela les placera en position de force pour les négociations futures.

Sur la question de l'équilibre entre «deepening» et «widening», vous avez raison. En termes de construction, c'est beaucoup plus facile de dire qu'on ne peut faire les deux. Pourtant, je souhaite les deux à la fois. L'Europe en effet a été presque miraculeuse pour la génération qui a connu la guerre. Mais ça n'est pas suffisant. Ainsi dans le domaine économique, la gouvernance n'est pas claire, la performance de croissance est trop faible, la flexibilité avec les nouveaux membres est insuffisante. Je pense donc que la politique européenne doit s'approfondir.

Si la Grande Bretagne défend ses célèbres «red lines», refusant que les décisions sur la fiscalité et la défense passent à la majorité qualifiée, c'est parce que nous ne sommes pas certains que les décisions prises à la majorité soient bonnes. Nous voulons discuter les éléments des changements engagés et non accepter simplement des décisions irréversibles.

A Alain Plantey : Vous avez raison, il est impensable que nos institutions fondamentales soient supprimées par une constitution européenne. Ce qui est important, c'est que nous comprenons toutefois que le partage de la souveraineté est nécessaire à chaque fois qu'il induit des retombées positives pour tout le monde en Europe. Mais, comme toutes les choses simples, cela est difficile à réaliser.

A Bertrand Collomb : Il faut bien comprendre que nombre de chefs d'entreprise anglais ne se voient pas en quoi les institutions européennes pourraient leur être utiles. A l'inverse, ne nous dissimulons pas que la Commission européenne est très appréciée par les Français parce qu'il s'agit d'une institution à la française. Pour nous, les institutions européennes sont plutôt perçues comme des instances de régulation que comme des possibilités d'aide à l'industrie.

Pour ce qui est de l'Irak, je ne pense pas que la guerre et la crise puissent nous amener à changer notre attitude. Mais au moins avons-nous appris que l'administration civile, après un conflit, devient de plus en plus difficile à mettre en place. La capacité de s'organiser à l'europeenne va certainement être débattue sérieusement par notre Parlement et il y a là, à mon sens, un apport très positif de l'Europe.

A Emmanuel Le Roy Ladurie : Je puis vous assurer que nous ne sommes pas là pour arrêter le train. Ce n'est pas du tout l'esprit d'Albion que d'être perfide. L'esprit de l'Angleterre, c'est la construction, mais par une autre approche que la vôtre.

